

L'OBSERVATOIRE

DES POLITIQUES PUBLIQUES

Les Français ne veulent pas moins de fonctionnaires

Alors que l'avenir de la fonction publique figure parmi les thèmes phares de la campagne présidentielle, une majorité des personnes interrogées par l'Ifop pour *Acteurs publics* et EY est défavorable aux propositions de réduction des effectifs de fonctionnaires. Les Français se montrent aussi très attachés à leurs services publics, en particulier à l'hôpital.

Les Français aiment leurs services publics de proximité et souhaitent majoritairement les conserver, quitte à les financer encore davantage. C'est ce qui ressort d'un sondage exclusif réalisé par l'Ifop pour *Acteurs publics* et EY, à trois mois de l'élection présidentielle.

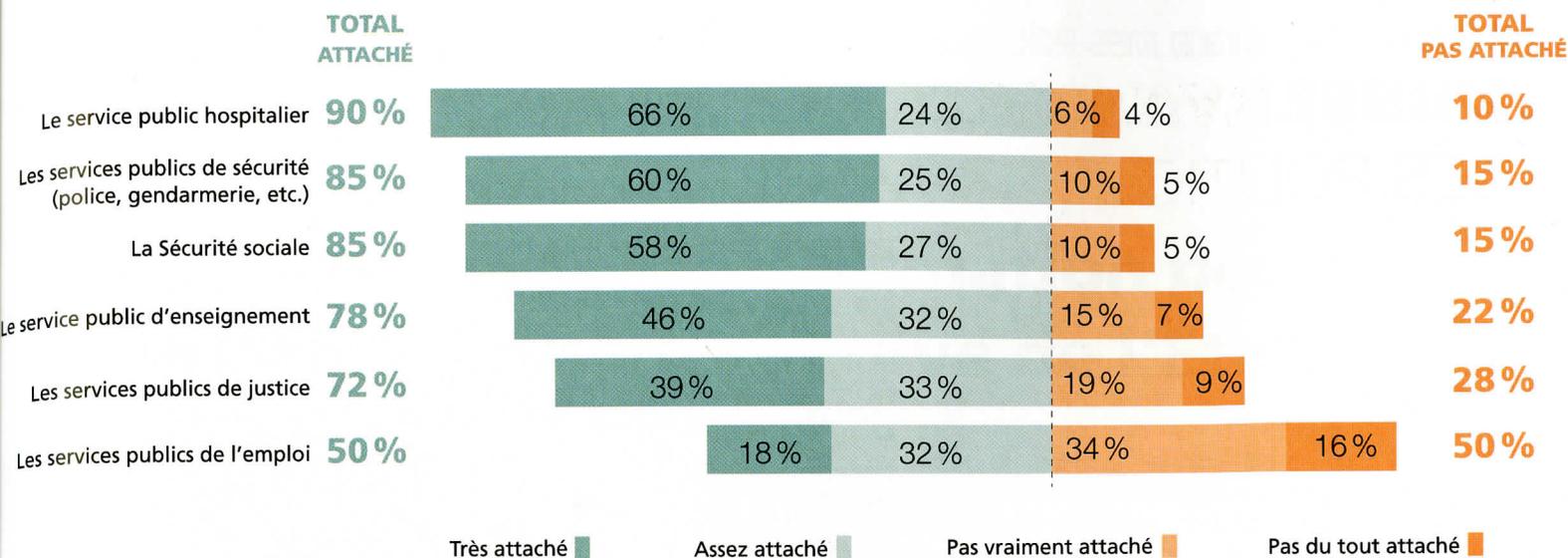
Les personnes interrogées déclarent à une large majorité être attachées à la quasi-totalité des services publics. Le service public hospitalier (hôpitaux publics, etc.) arrive alors en tête de la hiérarchie, 90 % d'entre elles évoquant leur lien fort avec cette institution, de peu devant les services publics de sécurité – police, gendarmerie, etc. – (85 %) et la Sécurité sociale (85 %), héritée de l'après-Seconde Guerre mondiale. Le service public de l'enseignement (78 %) et les services publics de justice (72 %) se situent ensuite à un haut niveau. Les Français sont en revanche très partagés s'agissant des services

publics de l'emploi (50 %), lesquels pâtissent sans doute du haut niveau du chômage depuis de nombreuses années et du peu d'efficacité perçue qui leur est assimilée. Ce point fait d'ailleurs l'objet d'un clivage marqué en fonction de la proximité politique des personnes interrogées : les sympathisants de droite (38 %), plus libéraux sur le plan économique, font preuve de moins d'attachement que ceux de gauche (62 %).

Augmenter les impôts

Dans cette perspective, l'arbitrage entre économies budgétaires et maintien des services publics de proximité confirme en creux cet attachement des interviewés. Une majorité d'entre eux (57 %) estime ainsi qu'il est nécessaire de garder des services publics à proximité des usagers sur l'ensemble du territoire quitte à augmenter les impôts, ■■■

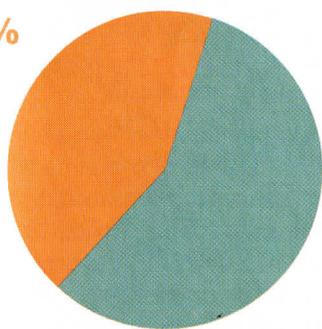
Diriez-vous que vous êtes très attaché, assez attaché, pas vraiment attaché ou pas du tout attaché aux services publics suivants ?



De laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

Il est nécessaire de faire des économies budgétaires compte tenu de l'ampleur des déficits publics et de la dette, quitte à fermer certains services

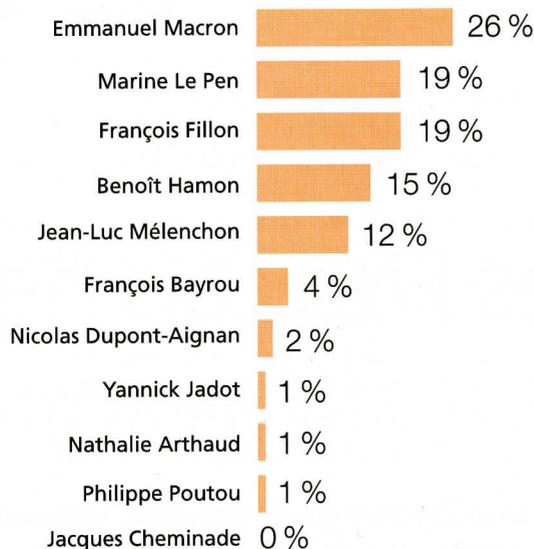
43%



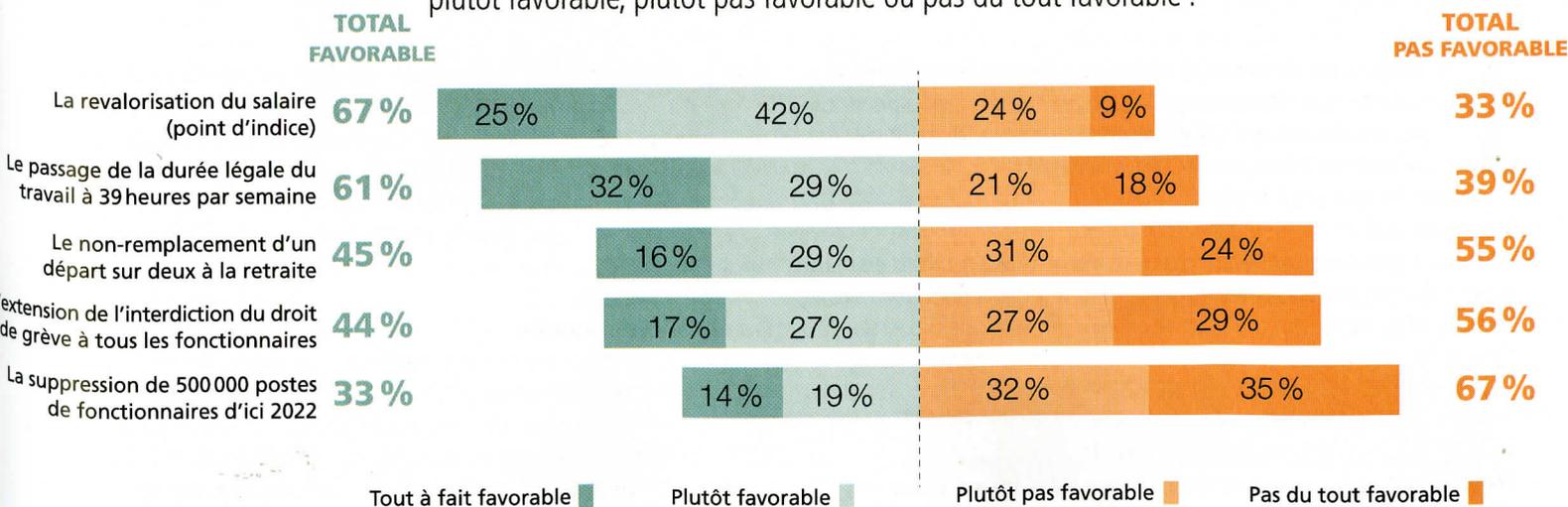
57%

Il est nécessaire de garder des services publics à proximité des usagers sur l'ensemble du territoire, quitte à augmenter les impôts

Selon vous, quel est le candidat à l'élection présidentielle de 2017 le plus capable de moderniser la fonction publique ?



Pour chacune des propositions suivantes, qui concernent les fonctionnaires, diriez-vous que vous y êtes tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable ?



À 57%, les personnes interrogées estiment qu'il faut garder des services publics de proximité quitte à augmenter les impôts.



■ ■ ■ tandis que 43 % considèrent qu'il est nécessaire de faire des économies budgétaires compte tenu de l'ampleur des déficits publics et de la dette, même s'il faut pour cela fermer certains services.

500 000 postes

En juin 2008, aux prémices de la crise économique et financière, le rapport de forces entre les deux positions faisait l'objet de jugements plus partagés (53 % contre 47 %). Le clivage politique observé précédemment opère à nouveau de manière très significative entre des sympathisants de gauche très majoritairement favorables au maintien des services publics de proximité (72 %) et des sympathisants de droite inquiets à l'évocation de l'opportunité d'augmenter les impôts (40 %).

À près de trois mois du premier tour de l'élection présidentielle, c'est Emmanuel Macron qui apparaît comme le candidat le plus capable de moderniser la fonction publique. Avec 26 % de citations, l'ancien ministre de l'Économie bénéficie sans doute de son image de « candidat nouveau », contrairement à ses concurrents, plus installés dans le champ politique. Sans doute fragilisé par sa proposition de suppression des 500 000 postes dans la fonction publique à l'horizon 2022, François Fillon recueille un score strictement identique à celui de Marine Le Pen (19 %). À gauche, bénéficiant sans doute d'un « effet primaire »*, Benoît Hamon devance Jean-Luc Mélenchon (15 % contre 12 %).

Travailler plus

Les Français se montrent enfin majoritairement défavorables aux propositions visant à réduire les effectifs de la fonction publique. Seules

45 % des personnes interrogées se déclarent notamment favorables au retour de la politique de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite instaurée par Nicolas Sarkozy en 2007, tandis que seules 33 % appuient la proposition de François Fillon de supprimer 500 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022 (64 % parmi les sympathisants des Républicains toutefois).

En revanche, les personnes interrogées montrent par leurs prises de position leur souhait de voir les fonctionnaires faire plus et participer à l'effort collectif pour redresser le pays, avec compensation. La proposition de revaloriser le point d'indice des agents publics, notamment formulée par Jean-Luc Mélenchon, séduit 67 % des personnes interrogées et ne fait d'ailleurs pas l'objet de clivages politiques nets. Quant à la proposition visant à faire passer la durée légale de leur travail de 35 heures à 39 heures par semaine, elle est approuvée par 61 % d'entre elles.

L'OBSERVATOIRE DES POLITIQUES PUBLIQUES
EN PARTENARIAT AVEC **EY**
Building a better working world

Retrouvez l'émission
L'Observatoire des politiques publiques sur **acteurspublics tv**

Esteban Pratviel, chef de groupe au département « Opinion et stratégies d'entreprises » de l'Ifop

** Le sondage a été réalisé entre les deux tours.*

Sondage *Acteurs publics*/Ernst & Young réalisé par l'Ifop pour l'Observatoire des politiques publiques auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI – Computer Assisted Web Interviewing) du 26 au 27 janvier 2017.

En partenariat avec

